

*Les crédits*

Les programmes sociaux visent à promouvoir la santé et le bien-être des Canadiens et à garantir à tous les Canadiens l'égalité d'accès aux avantages qu'offre la société canadienne. Les avantages et les services sont offerts à ceux qui en ont le plus besoin dans le cadre d'une grande variété de programmes d'aide, notamment des programmes d'emploi, de soins de santé et de logement et d'autres initiatives à l'intention des autochtones, des anciens combattants, des personnes âgées, des enfants, des immigrants et des chômeurs.

[Français]

En général, l'examen des programmes a permis de renforcer les principaux mandats des ministères responsables des programmes sociaux, tels que le ministère des Affaires indiennes et du Nord, Santé Canada, Développement des ressources humaines Canada, Citoyenneté et Immigration Canada et Anciens combattants Canada.

La réduction des dépenses des programmes sociaux prioritaires dont un grand nombre sont étroitement liés à l'accroissement de la population présente un défi particulièrement difficile à relever.

Afin de pouvoir continuer à fonctionner avec des ressources moindres, ces ministères se devront d'accorder une plus grande importance à la rationalisation des coûts. Les prestations et les services sociaux devront donc, plus que jamais, être octroyés aux Canadiens qui en ont le plus grand besoin.

• (1650)

En outre, une plus grande partie des coûts associés à ces prestations et à ces services sera récupérée en faisant payer les usagers qui en bénéficient directement.

[Traduction]

On observe, dans le budget des dépenses, des tendances similaires dans tous les secteurs de dépenses. Par exemple, les dépenses des programmes axés sur les ressources naturelles prévues dans le Budget des dépenses principal pour 1995 sont de 463 millions de dollars inférieures au budget de 1994-1995. Les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, des Pêches et des Océans et des Ressources naturelles ont redéfini leur mandat fondamental dans certains domaines spécialisés. On mettra davantage l'accent sur l'utilisation stratégique des fonds publics dans le but de promouvoir le développement durable, d'accroître la compétitivité des Canadiens et de rationaliser et recouvrer les coûts.

Les dépenses du secteur des transports ont été réduites de 329 millions de dollars, puisque Transports Canada cessera de participer directement aux opérations de transport pour se concentrer davantage sur son rôle principal, qui est d'élaborer des politiques et des mesures législatives et d'établir et de faire respecter des normes en matière de sécurité. La réduction des subventions que les sociétés d'État ou les agences fédérales de transport paient ou reçoivent fait aussi baisser considérablement les dépenses dans ce secteur.

[Français]

La rationalisation des opérations et l'accroissement de l'efficacité par l'entremise de la technologie ont permis de réduire de 209 millions de dollars les dépenses du secteur des services généraux du gouvernement.

[Traduction]

Ce budget principal marque aussi l'entrée en vigueur d'un nouveau système de gestion des dépenses, qui reflète l'engagement du gouvernement à financer la satisfaction de nouveaux besoins en redistribuant les ressources existantes. Le système va exiger une évaluation permanente des priorités, tant au sein des ministères qu'au gouvernement en général, et va mener à des décisions plus éclairées en matière de dépenses. On a supprimé les provisions mathématiques financées par l'administration centrale pour appuyer de nouvelles initiatives.

[Français]

La réserve de fonctionnement gérée par le Conseil du Trésor a diminué de beaucoup et son rôle a également évolué. Auparavant, la réserve servait de fonds de secours pour couvrir les frais supplémentaires liés aux programmes existants. Cependant, selon le nouveau système de gestion des dépenses, la réserve de fonctionnement fera, dans la plupart des cas, office de banquier.

Sa fonction principale sera de procurer un financement d'appoint aux projets comportant des retombées importantes au plan de la productivité.

[Traduction]

Les plans opérationnels des ministères signaleront surtout les changements stratégiques à apporter aux programmes et aux secteurs d'activité, alors que les aperçus, une nouvelle initiative, rehausseront l'examen parlementaire des prévisions de dépenses pour l'année en cours et pour les années ultérieures et permettront d'insister sur le rendement.

On reconnaît que la gestion efficace de ressources limitées constitue un véritable défi pour les ministres et les ministères. C'est pourquoi le Conseil du Trésor examine des moyens d'assouplir la gestion et d'appuyer les efforts de redistribution des ressources.

[Français]

Le Budget des dépenses principal de 1995-1996 et les initiatives connexes que j'ai décrites aujourd'hui démontrent clairement que le gouvernement a pris une nouvelle orientation en matière de gestion des dépenses.

[Traduction]

Les Canadiens ont bien réagi aux modifications proposées dans le budget. Ils reconnaissent que des choix difficiles devaient être faits et qu'un virage réel s'impose en vue de réaliser le programme de création d'emplois et de relance économique et de remettre le Canada sur la bonne voie. Le budget des dépenses de cette année confirme que ces changements sont en cours.

Le budget et l'activité consécutive du gouvernement se sont attirés surtout des commentaires favorables, car les Canadiens reconnaissent que c'est bien beau de sabrer les dépenses, mais que chaque compression budgétaire fait une victime, fait souffrir quelqu'un.